

BUDGET 2022-23 DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DEMANDES DES MEMBRES DES ARMATEURS DU SAINT-LAURENT



**ARMATEURS
DU SAINT-LAURENT**

ST. LAWRENCE SHIPOPERATORS

CONTEXTE

Armateurs du Saint-Laurent (ASL) souhaite participer à cette consultation prébudgétaire et ainsi vous faire part de nos recommandations, commentaires et réflexions quant au développement et à l'avenir de notre industrie.

Alors que nous abordons la relance économique du Québec à la suite de la pandémie, ASL souhaite rappeler l'importance du transport maritime dans la chaîne d'approvisionnement et réitérer le caractère essentiel des services offerts par ses membres. En 2021, plus de 38 millions de tonnes de marchandise ont transité ce corridor, ce qui représente plus de 80% des produits qui se retrouvent dans nos foyers, livrés par navires.

L'apport du transport maritime au développement du Québec est incontestable. À cet égard, il doit être considéré comme l'un des piliers majeurs du développement économique, social et environnemental par le gouvernement du Québec. En conséquence, il est essentiel que l'industrie maritime et le gouvernement provincial travaillent de concert afin de créer un climat propice à sa croissance et sa pérennité.

À propos d'Armateurs du Saint-Laurent

Armateurs du Saint-Laurent (ASL) est un organisme à but non lucratif ayant pour mission de représenter et de promouvoir les intérêts des armateurs domestiques afin de soutenir leur croissance et d'assurer le développement du transport maritime sur le Saint-Laurent. ASL compte 13 membres actifs, des entreprises exploitant une flotte de plus de 130 navires sous pavillon canadien. Ces navires de tous types opèrent sur le Saint-Laurent, les Grands Lacs, la côte atlantique et dans l'Arctique. Nos membres génèrent près de 25 000 d'emplois directs et plus de 2.3 milliards de dollars en retombées économiques au Québec et au Canada. ASL peut compter aussi sur plus de 70 membres associés, partenaires de notre industrie.

Par son rôle, son adhésion et sa participation à de nombreux groupes de travail et tables d'expertise, ASL est en mesure de contribuer de façon significative au développement du potentiel maritime du Québec en mobilisant des acteurs majeurs de l'industrie et en favorisant leur implication autour de projets porteurs.

PÉNURIE DE MAIN-D'OEUVRE

La pandémie a entraîné une pénurie de la main-d'œuvre sur l'industrie canadienne qui continue d'avoir des effets négatifs pour les membres d'ASL. Bien que des efforts importants aient été faits en matière de recrutement au cours des dernières années, les opérations demeurent affectées. Cela prend plus de dix ans pour former un capitaine de navire, et la formation n'est offerte qu'à un seul endroit au Québec, soit, l'Institut maritime du Québec à Rimouski.

En immigration, les délais et l'accumulation des demandes de résidence permanente font en sorte que plusieurs de nos membres doivent continuer à gérer un important manque à gagner.

La pénurie de main-d'œuvre de longue durée est non seulement préoccupante pour les entreprises de transport maritime, mais également pour les communautés qui en dépendent pour leur approvisionnement, comme dans l'Arctique et sur la Basse-Côte-Nord. De plus, le transport maritime est essentiel aux activités de nombreuses entreprises et secteurs industriels. C'est l'économie de l'ensemble des régions du Québec qui pourraient subir les effets pervers de cette pénurie.

Recommandation

Que le gouvernement du Québec travaille de concert avec le gouvernement fédéral afin d'accélérer la mise en place d'ententes de réciprocité avec certains pays clés afin de permettre l'embauche de marins à l'international comme travailleurs étrangers temporaires.

Recommandation

Moderniser les outils de formation en utilisant de nouvelles technologies permettant de la formation à distance. Ce faisant, cela permettra d'augmenter le bassin d'étudiants potentiels et accélérer la formation d'une nouvelle génération de marins partout sur le territoire du Québec.

MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES

Afin de continuer de bien desservir toutes les communautés du Québec, autant celles des grands centres que des régions, les infrastructures portuaires doivent être modernisées pour assurer que nos quais demeurent opérationnels et sécuritaires. Ce financement est nécessaire à la modernisation des installations et aux infrastructures des communautés qui sont éloignées des grands centres et qui dépendent grandement du transport maritime pour avoir accès à de nombreux biens.

Recommandation

S'assurer que la modernisation des ports soit accompagnée de sommes suffisantes pour sécuriser et moderniser les installations partout au Québec et améliorer les infrastructures des communautés éloignées.

Recommandation

Soutenir financièrement les chantiers maritimes dans leurs projets de modernisation, d'automatisation et encourager leur expertise.

Recommandation

Accélérer la mise en place de pôles logistiques et le développement de zones industrialo-portuaires.

ENVIRONNEMENT

Depuis plusieurs années, la question des émissions atmosphériques des navires fait l'objet de nombreuses discussions qui ont mené à des conventions internationales, des lois et des règlements pour diminuer l'impact du transport maritime sur la qualité de l'air et du climat. Performant et économe, le transport maritime est le mode de transport le plus respectueux de l'environnement.

Les armateurs domestiques investissent massivement dans la modernisation de leurs flottes afin de réduire leurs empreintes environnementales. Pour vous donner quelques exemples, certains de nos membres travaillent en collaboration avec des scientifiques dans la collecte de renseignements sur les bruits sous-marins (projet MARS). Certains ont adopté des carburants alternatifs pour diminuer les GES produits par les navires (GNL, biodiesel de deuxième génération, etc.) ou se dirigent vers différents types d'électrification de leur flotte. Nos membres, sur une base volontaire, participent activement aux efforts des gouvernements pour la protection des mammifères marins dans les eaux québécoises.

La transition vers ces objectifs est complexe et demeure très coûteuse. La qualité et la disponibilité de carburants plus raffinés, l'efficacité et les contraintes d'installation et d'opération de nouvelles technologies, ainsi que l'impact que ces nouvelles mesures auront sur les coûts d'opération des navires sont autant d'enjeux auxquels les armateurs sont confrontés.

Recommandation

Bonification des incitatifs fiscaux pour les entreprises qui font le virage environnemental et mieux les soutenir à travers des programmes d'aide vers une transition énergétique.

Recommandation

Mieux soutenir financièrement les projets d'innovation environnementale dans les entreprises du secteur maritime.

POUR UNE CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT PLUS RÉSILIENTE

L'économie du Québec se trouve présentement dans l'incertitude. Cette incertitude est le fruit d'un contexte mondial volatile causé notamment par la COVID-19, la guerre en Ukraine et l'inflation galopante. La chaîne d'approvisionnement Québécoise a été fragilisée pendant la crise sanitaire. La démonstration a été faite quant aux efforts qui doivent être faits pour nous assurer collectivement de sa résilience. Il est avéré que 80% des denrées consommées par les Québécois leur parviennent par navire. En conséquence, nous souhaitons que le gouvernement du Québec travaille de concert avec l'industrie maritime québécoise afin de sécuriser la chaîne d'approvisionnement.

Recommandation

Supporter l'industrie maritime dans ses efforts afin de mettre un terme au manque de main-d'œuvre qualifiée.

Recommandation

Mettre en place un secrétariat dédié au secteur maritime qui aurait notamment le mandat de mettre en œuvre une stratégie québécoise de préservation de la chaîne d'approvisionnement.

Recommandation

Adapter les politiques d'immigration aux candidats qui ont de l'expérience et des compétences de la chaîne d'approvisionnement.

RAYONNEMENT INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE MARITIME QUÉBÉCOISE

L'industrie maritime du Québec peut miser sur une série d'avantages concurrentiels grâce notamment à son positionnement géographique stratégique. Les différents accords internationaux favorisent l'augmentation des échanges commerciaux. La croissance de l'industrie maritime québécoise entraîne des conséquences heureuses sur la qualité des emplois partout sur notre territoire. Nous souhaitons que l'expertise et la qualité des entreprises québécoises puissent profiter d'un meilleur rayonnement de la part du gouvernement du Québec à l'international, et ce, afin de faire du Québec une réelle plaque tournante du commerce Trans-Atlantique. En somme, que l'industrie maritime soit reconnue de manière plus active par le gouvernement du Québec comme moteur de développement économique essentiel de l'économie québécoise, du développement régional et de son apport stratégique à l'approvisionnement.

Recommandation

Que le gouvernement dédit des missions commerciales spécifiques au secteur maritime québécois et appuie l'industrie dans la recherche de nouveaux marchés, de partenaires internationaux et de recrutement

Recommandation

Que le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie ainsi qu'Investissement Québec développent une expertise particulière et ciblée dans le milieu maritime québécois afin d'identifier les marchés d'exportation potentiels.

Recommandation

Que le gouvernement du Québec favorise et incite financièrement à l'intégration de technologies nouvelles ou existantes dans les entreprises québécoises afin de leur permettre d'être plus compétitives notamment sur les marchés internationaux.

Recommandation

Mettre en place une stratégie d'attraction des investissements directs étrangers dans le secteur maritime

DÉVELOPPER ET INVESTIR DANS LE TRANSPORT MARITIME COURTE DISTANCE (TMCD)

Le transport maritime courte distance (TMCD) est bénéfique sur le plan environnemental en réduisant les émissions de polluants atmosphériques de façon plus significative que les autres modes de transports. Les avantages économiques et sociaux sont aussi importants et favorisent ainsi le développement et l'occupation dynamique du territoire du Québec en desservant au mieux les communautés qui, sans cet apport de l'industrie maritime, ne pourraient être approvisionnées en denrées essentielles.

Malheureusement, le pourcentage du TMCD sur l'ensemble du trafic maritime reste marginal. Compte tenu des grands avantages autant sur le plan économique, environnemental et social, ASL souhaite que le gouvernement du Québec investisse des sommes additionnelles dans le développement du TMCD sur son territoire.

Recommandation

Que le gouvernement du Québec reprenne les travaux de la Table du Québec sur le transport maritime courte distance et mette à jour les différentes études sur cette question.

Recommandation

Que le gouvernement du Québec bonifie de façon substantielle les différents programmes, dont le Programme d'investissement en infrastructures maritimes (PIIM) et les incitatifs fiscaux qui soutiennent le TMCD.

-30-

Source :

Charles Robert

Directeur des Affaires publiques et corporatives | Director, Government and Public Affairs

Les Armateurs du Saint-Laurent | St.Lawrence shipoperators

T.418-648-4378 *102

C.581-307-1268

F.418-649-6495

charles.robert@asl-sls.org